

L'industrie chimique française se rétablit : retour à la croissance

Au cours de 1994, la production globale de l'industrie chimique française, comme les autres grandes chimies européennes, a enregistré une forte croissance en volume et, au cours du deuxième semestre, les résultats financiers des entreprises engagées dans la chimie de base ont commencé à se rétablir. Ainsi, après une année 1993 maussade, 1994 apparaît comme une période de transition vers une croissance en volume comme en résultats.

- La production globale a crû de 5,6 % en volume contre 1,5 % en 1993. Cette progression, significativement supérieure à celle du produit intérieur brut (+ 2,5 %), varie selon les domaines d'activité : + 6,9 % dans la chimie de base, + 7 % dans la parachimie et + 2,2 % dans la pharmacie (tableau I - figure 1).
- Le chiffre d'affaires a crû de 7 %.
- Les résultats du commerce extérieur - avec un solde positif de 37,5 milliards de franc - sont en augmentation (figure 2). Ils se situent à la deuxième place des excédents commerciaux. Ils suivent l'agro-alimentaire et précèdent l'automobile.
- Les investissements, de l'ordre de 19 milliards de francs, sont proches du niveau de 1993 (figure 3).
- 1995 devrait être une année de consoli-

* Union des Industries Chimiques,
14, rue de la République, Cedex 99,
92909 Paris-La-Défense.
Tél. : (1) 46.53.11.00. Fax : (1) 46.53.11.05.

Tableau I - Évolution de la production chimique française par secteurs (en volume) (source : Insee).

| | 1993 | 1994 (estimation) |
|------------------------|---------|-------------------|
| Chimie minérale | - 6,9 % | + 8,5 % |
| Chimie organique | + 1,6 % | + 6,3 % |
| Parachimie | + 1,7 % | + 7 % |
| •Chimie hors pharmacie | + 0,3 % | + 6,9 % |
| Pharmacie | + 4,8 % | + 2,2 % |
| •Ensemble de la chimie | + 1,5 % | + 5,6 % |

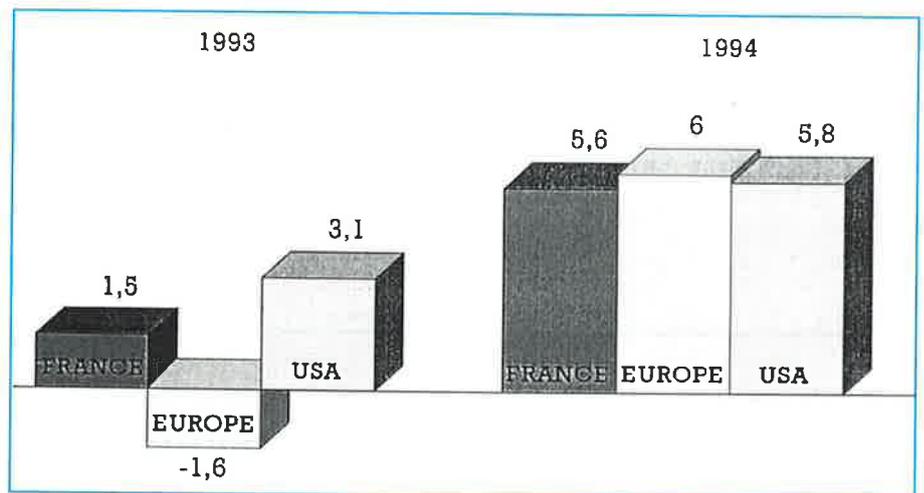


Figure 1 - Production chimique France-Europe-États-Unis. Croissance en volume en 1993 et 1994 (source : UIC/Cefic, CMA).

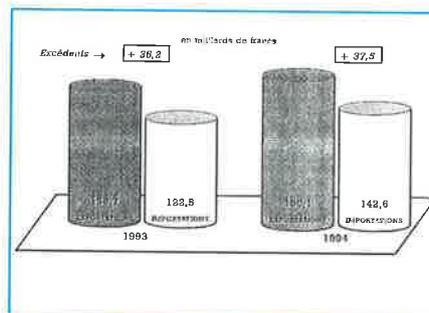


Figure 2 - Commerce extérieur de la chimie française en 1993 et 1994 (source : Douanes).

dation avec une croissance en volume de l'ordre de 3,5 % malgré l'achèvement du restockage. Ce résultat ne sera toutefois atteint que si la consommation finale

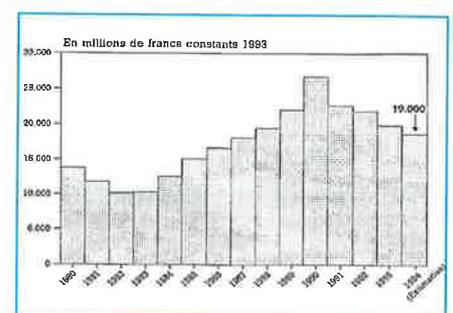


Figure 3 - Investissement de l'industrie chimique en France (source : SESSI).

poursuit son redressement au niveau européen et si les conditions financières (taux d'intérêt, parités des monnaies) ne se détériorent pas. (Source UIC*).

Elf Atochem améliore ses performances

Elf Atochem confirme un résultat opérationnel, hors éléments exceptionnels, de 1 850 millions de francs en 1994 contre une perte de 180 millions de francs en 1993, soit une amélioration de 2 milliards de francs.

Le chiffre d'affaires 1994, en augmentation de 9 % (+ 11 % pour la chimie de base et + 7 % pour la chimie de spécialités) s'établit à 53,3 milliards de francs (figure 4 et 5).

La marge brute d'autofinancement progresse également de plus de 2 milliards de francs, passant de 2,5 milliards en 1993 à 4,6 milliards en 1994 ; dans ce contexte, Elf Atochem a réduit son endettement de 1,8 milliard.

Cette évolution résulte d'une amélioration des coûts, pour 800 millions de francs, et d'une conjoncture plus favorable, pour 1 200 millions de francs.

Les efforts de productivité et de modernisation, qui ont permis de réaliser en 1994 des économies structurelles de 800 millions de francs, portent sur l'ensemble des activités :

- en pétrochimie, la réorganisation de la filière éthylène-polyéthylène s'est poursuivie avec, en 1994, un accord majeur dans les polyéthylènes de spécialités avec Union Carbide ;
- les engrais, grâce à une réduction de 25 % des moyens de production, se rapprochent de l'équilibre ;
- en chimie de spécialités, les efforts ont particulièrement porté sur les résines urée-formol, la carbochimie et le polyméthacrylate de méthyle (PMMA).

La conjoncture plus favorable en Europe, le maintien de la croissance aux États-Unis et un accroissement des exportations, particulièrement en Asie (+40 %), expliquent l'augmentation du chiffre d'affaires et l'amélioration du résultat à hauteur de 1 200 millions de francs.

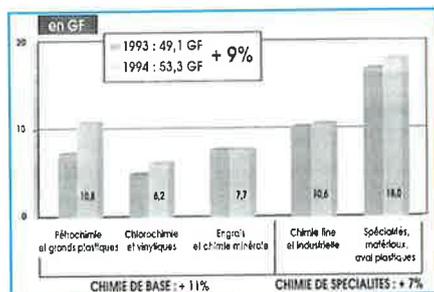


Figure 4 - Le chiffre d'affaires d'Elf Atochem par secteur.

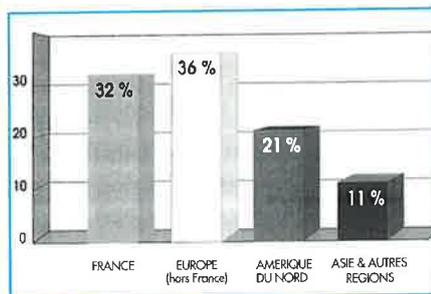


Figure 5 - Répartition du chiffre d'affaires d'Elf Atochem par zone géographique en 1994.

Elf Atochem, au cours des années à venir :

- poursuivra les améliorations structurelles de son portefeuille,
- continuera, par développements internes et acquisitions, à accroître ses activités en chimie de spécialités,
- déploiera ses activités commerciales et industrielles en Asie.

L'ensemble de ces actions contribuera à construire un nouvel équilibre entre chimie de base et chimie de spécialités.

- Elf Atochem, Cedex 42, 92091 Paris la Défense. Tél. : (1) 49.00.70.29. Fax : (1) 49.00.80.50.

Roussel Uclaf : chiffres clés 1994. Perspectives 1995

Chiffres d'affaires : 16,266 milliards de francs se répartissant ainsi entre les différentes activités :

- 74 % pour l'activité santé humaine,
- 5 % pour l'activité santé animale,
- 12 % pour l'activité chimie fine,
- 4 % autres (prestations de services),
- les 5 % restants correspondent aux ventes à AgrEvo

Résultat net : 1,818 milliard de francs en très forte augmentation par rapport à 1993 (+ 84 %). Hors éléments exceptionnels, le résultat net a progressé de 18,6 % par rapport à l'exercice précédent en s'élevant à 1,210 milliards de francs.

Marge brute d'autofinancement : 2,056 milliards de francs en progression de 30,1 % sur 1993.

Balance des paiements : 1,730 milliard de francs de solde positif.

Tableau II - Chiffre d'affaires des principales familles de produits chimie fine de Roussel Uclaf.

| | 1994 (en millions de francs) | % évolution |
|--------------------------|---------------------------------|-------------|
| Corticostéroïdes | 680 | + 14 % |
| Vitamines B 12 | 160 | + 13 % |
| Antibiotiques génériques | 460 | + 8 % |

Budget recherche et développement : 1,989 milliard de francs se répartissant ainsi entre les différentes activités :

- 83 % pour l'activité santé humaine,
- 4 % pour l'activité santé animale,
- 4 % pour l'activité chimie fine,
- 9 % pour l'activité insecticides.

Parmi les objectifs 1995 du groupe :
- Accroître la présence internationale de façon prioritaire dans les pays développés par recherche d'alliances, ainsi que dans les pays à fort potentiel de croissance.

- Valoriser Roussel Uclaf, dans des conditions satisfaisantes pour tous les actionnaires à travers les unités propres, les entreprises communes Hoechst Roussel et les sociétés en participation.

- Mettre en place de façon constructive l'organisation commune Hoechst Roussel Pharma en maintenant l'identité au niveau des marchés et des actionnaires, et redéfinir les missions du groupe dans le cadre de cet ensemble.

- Agir pour pérenniser le centre de profit que l'entreprise représente et rentabiliser toutes les activités à la hauteur de ses concurrents européens.

- Saisir les opportunités d'alliances stratégiques s'offrant à une société de haute technologie pour assurer sa progression.

Chimie fine

L'activité chimie fine a réalisé d'excellentes performances en 1994, malgré un contexte peu favorable du fait de la stagnation de nombreux marchés pharmaceutiques et de la baisse du dollar. Le redressement amorcé les années précédentes a été consolidé, avec une progression du chiffre d'affaires de 4,5 % en 1994 à périmètre comparable. Il a atteint 1,987 milliards de francs et la rentabilité a progressé de façon spectaculaire.

L'ensemble des grandes familles de produits ont participé à cette évolution, mais on notera plus particulièrement (tableau II) la forte croissance des corticostéroïdes, le très bon niveau de ventes

cobalamines, ainsi que la croissance du chiffre d'affaires des antibiotiques génériques.

Les États-Unis sont le premier pays du marché pharmaceutique mondial et restent le principal pays client pour les ventes de chimie fine du groupe, avec une progression notable du chiffre d'affaires. L'augmentation des ventes a aussi été importante en Chine et en Allemagne.

La mise au point de la nouvelle synthèse corticostéroïdes progresse conformément au plan initial, et le développement industriel des nouvelles voies hydrocortisone et dexaméthasone est presque achevé. Le développement de la voie triamcinolone est réalisé à 85 % et le choix de la nouvelle voie pour la bétaméthasone reste à faire. L'investissement permettant le lancement industriel est réalisé à 65 %. Le gain annoncé de 100 millions de francs par an sur le compte d'exploitation des corticostéroïdes sera effectivement obtenu lorsque l'ensemble des produits issus de nouvelles voies sera commercialisé.

Santé animale

En 1994, l'activité santé animale s'est organisée en une entité autonome. Son chiffre d'affaires a atteint 738 millions de francs. La rentabilité a été excellente et le résultat des opérations s'est encore accru par rapport à l'année passée.

Le Butox, ectoparasiticide du bétail à base de deltaméthrine, a confirmé sa place de leader mondial des pyréthri-noïdes avec 30 % du marché.

Le Finaplix et le Revalor, facteurs de productivité à base d'acétate de trenbolone, ont également conforté leur première place sur leur marché.

Romainville, capitale de Roussel Uclaf

Le 1er mai 1995 le transfert du siège social de Roussel Uclaf, depuis le boulevard des Invalides à Paris, à Romainville, proche banlieue en Seine-Saint-Denis, sera définitivement achevé et officialisé au plan juridique.

Ce déménagement est le résultat d'un processus initialisé en 1991 par le docteur Sakiz, alors président du directoire. L'objectif était double : rationaliser l'implantation immobilière en région parisienne en réduisant les coûts et accroître l'efficacité en regroupant sur

un même lieu les différentes compétences.

Le siège rejoint le site d'origine de l'entreprise, puisque c'est ici, en 1920, que Gaston Roussel, utilisant la proximité des écuries de la Compagnie des Omnibus de Paris, installe l'ISH (Institut de Sérothérapie Hémopoïétique) destiné à la production d'un fortifiant à base de sérum de cheval, l'Hémostyl.

Le site de Romainville est le plus important de ceux de Roussel Uclaf. Il regroupe plus de 2 500 personnes sur 25 ha.

- Roussel Uclaf, 102, route de Noisy, 93235 Romainville Cedex.
Tél. : (1) 49.91.49.91. Fax : (1) 49.91.49.49.

Le groupe Solvay s'est redressé en 1994

Le redressement du groupe Solvay a été rapide et vigoureux en 1994 et les perspectives pour 1995 sont meilleures encore. Le résultat net consolidé du groupe est de 7,96 milliards de francs belges (BEF), après une perte de 6,91 milliards pour l'année 1993 et un résultat net de 9,88 milliards en 1992. Le résultat courant s'établit à 6,94 milliards de BEF à comparer à une perte de 3,96 milliards en 1993 et à un bénéfice courant de 8,53 milliards en 1992.

En 1994, un tiers des ventes du groupe ont été réalisées hors d'Europe. Cette proportion n'était que d'un quart en 1991.

Tous les secteurs d'activité, à l'exception des peroxydés, enregistrent une croissance de leurs résultats en 1994. Le redressement des résultats est spectaculaire en plastiques, remarquable en alcalis, substantiel en santé et plus modéré en transformation.

Grâce à l'amélioration conjoncturelle, aux investissements stratégiques et aux réductions de coûts réalisés et encore en cours, le redressement du résultat consolidé devrait se poursuivre en 1995. Les efforts de réduction de coûts et de recentrage sur les activités stratégiques seront maintenus.

Les profits exceptionnels sont de 1,02 milliards de BEF, provenant essentiellement du solde entre le résultat net sur vente d'activités ne faisant pas partie des axes stratégiques du groupe et les

charges liées à la poursuite des restructurations. En 1993, 2,95 milliards de BEF de charges exceptionnelles nettes avaient été enregistrés.

En 1994, les dépenses d'investissements se sont élevées à 19,90 milliards de BEF (+ 4 % par rapport à 1993) et celles de recherche et développement à 11,49 milliards de BEF (- 5 %).

- Solvay SA, rue du prince Albert 33, B-1050 Bruxelles, Belgique. Tél. : + 32 (2) 509 61 11.

BASF : 1994, année de reprise

En 1994, BASF a réalisé en France et dans les pays du Benelux un chiffre d'affaires de 17 milliards de francs, soit une progression de 13,7 % par rapport à 1993. Cette progression a concerné tous les domaines d'activité à l'exception du domaine pétrole et gaz qui recule de 14 % et des produits de consommation qui stagnent à 0,1 %.

En France, le chiffre d'affaires a été de 9,4 milliards de francs, en hausse de 9 % (tableau III).

Produits pour l'agriculture

Après deux années de troubles dans le monde paysan en raison de la réforme de la Pac, des négociations sur le Gatt et de la récession qui a entraîné une baisse de 4 à 4,5 % du revenu des agriculteurs, le marché des produits pour l'agriculture a globalement progressé de 8 % par rapport à 1993.

BASF a consolidé sa position dans les engrais avec une augmentation de 8 % de ses ventes. En phytopharmacie, la croissance de son chiffre d'affaires a été encore plus forte compte tenu du développement de ses positions sur certains segments du marché : céréales, colza, betterave.

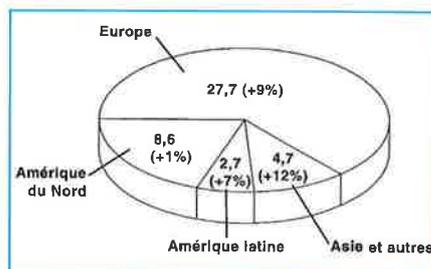


Figure 6 - Répartition géographique du CA (hors taxe pétrolière/gazière) de la BASF (en milliards de DM) et selon le siège des clients.

Chiffre d'affaires 1994 : 43,7 milliards de DM (12 milliards de DM réalisés en Allemagne).

BASF entend consolider ses positions dans le peloton des 5 premiers de l'«agrofourniture». Pour cela, elle va lancer cette année, sur le marché, de nouveaux produits dont un permettra de traiter les maladies de plusieurs types de culture.

Matières plastiques

Le domaine matières plastiques regroupe en France la division Matières plastiques de BASF France et sa filiale polyuréthane Elastogran France.

En 1994, cette activité a réalisé un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs, soit une progression de 18 % par rapport à 1993. Cette progression est même de 20 % pour la seule division Matières plastiques de BASF France.

Produits chimiques et produits d'ennoblissement

CA produits chimiques : 1,3 milliard de FF (+ 22 %).

CA produits d'ennoblissement : 1,5 milliard de FF (+ 6 %).

Avec ces produits essentiellement commercialisés par la division Produits industriels, BASF France a réalisé près du tiers de son chiffre d'affaires en France. Au cours des 9 premiers mois, elle a enregistré d'importantes hausses en volumes allant de + 6 % pour les produits intermédiaires à + 50 % pour les produits chimiques de base.

Conjoncture 1995 et perspectives

La France et les pays du Benelux connaissent des évolutions semblables à celles des autres pays d'Europe de l'Ouest : forte reprise de l'industrie, retournement dans la construction, frilosité de la consommation.

Mais au regard des chiffres du premier trimestre, BASF France-Bene-

Philippe Bonnard : président du directoire de BASF France

Pour raison de santé, Pierre-Jean Delabare, président du directoire de BASF France, est dans l'impossibilité d'exercer son mandat. Afin de le remplacer dans ses fonctions, le Conseil de surveillance de BASF France a nommé, le mardi 28 mars, Philippe Bonnard, actuellement directeur général adjoint de BASF Belgium.

Au cours de sa réunion, le conseil de surveillance a également procédé à la réorganisation des tâches au sein du directoire de BASF France qui a été ramené à quatre membres :

- outre la présidence du directoire, Philippe Bonnard assurera la direction de la division Produits industriels (produits chimiques, chimie fine, matières colorantes et produits d'ennoblissement).

- Jean Burel, responsable de la division Administration-finances, Raymond Denni, responsable de la division Matières plastiques, et Bernard Lafourcade, responsable de la division Produits pour l'agriculture, conservent leurs fonctions actuelles.

Cette réorganisation des tâches au sein du directoire de BASF France prend effet le 1er mai 1995.

lux reste très confiante pour le déroulement de l'exercice en cours.

Groupe BASF

Le chiffre d'affaires du groupe a été de 43,7 milliards de DM. Il représente une augmentation, par rapport à 1993, de 8 %, soit 9 % sans tenir compte des activités de potasse et de sel.

- BASF France, 49, avenue Georges Pompidou, 992593 Levallois-Perret Cedex.
Tél. : (1) 49.64.50.00. Fax : (1) 49.64.51.00.

BP France : redressement de la chimie

Le résultat d'exploitation des activités chimiques est un bénéfice de 345 MF contre une perte de 29 MF en 1993

Le résultat d'exploitation économique des activités pétrolières est une perte de 134 MF (bénéfice de 269 MF en 1993).

La persistance, sur la plus grande partie de l'année, de marges de raffinage déprimées au point de ne plus couvrir les seuls frais fixes est la cause essentielle de cette évolution. Des arrêts d'entretien importants à la raffinerie de Lavéra, prolongés en raison de l'accident du 4 juin 1994, ont réduit la production, aggravant encore la situation.

Dans une conjoncture pétrolière difficile où les signes de reprise restent faibles, la société a renforcé ses positions commerciales et se concentre sur ses points forts. Dans ce but, la majeure partie du réseau du Sud-Ouest a été cédée. Un système informatique nouveau, conçu dans le cadre européen, a été mis en place avec succès au 4e trimestre 1994.

Cependant, les marges commerciales affaiblies par une concurrence très vive et les circonstances climatiques n'ont pas permis de compenser les pertes enregistrées dans le raffinage. Cette situation a conduit la société à préparer pour 1995 un plan d'adaptation pour ajuster ses structures à ses besoins commerciaux.

Le résultat net consolidé du groupe BP France est un bénéfice de 531 MF provenant essentiellement de la chimie, du résultat financier et des cessions d'actifs. Les incidences financières du plan d'adaptation des activités pétrolières ont été provisionnées.

Le résultat net de BP France SA (société mère) ressort à 277 MF. Après dotations à la réserve des plus-values à long terme et compte tenu de la situation des activités pétrolières, il a été décidé de ne pas procéder à la distribution de dividendes.

Le Conseil d'administration a pris acte de la démission de Paul Castellan, pour raisons de santé, de ses fonctions de président à compter du 1er mai 1995. Il reste administrateur de BP France.

Sur proposition de Paul Castellan, le Conseil a nommé Michel de Fabiani, président directeur général.

Tableau III - Chiffre d'affaires 1994 par domaine d'activité de BASF en France.

| | MFF | 94/93 |
|---------------------------------|-------|-------|
| Produits pour l'agriculture | 2 052 | 12 % |
| Matières plastiques | 1 749 | 18 % |
| Produits chimiques | 1 301 | 22 % |
| Produits d'ennoblissement | 1 467 | 6 % |
| Produits de consommation dont : | 2 788 | -1 % |
| systèmes d'information | 889 | 12 % |
| pharmacie | 296 | 8 % |
| peintures et vernis | 927 | 6 % |
| systèmes d'impression | 613 | 2 % |
| Total | 9 357 | 9 % |

Le raffinage français menacé

Les résultats financiers 1994 de l'industrie pétrolière sont mauvais pour l'ensemble de ses activités. En raffinage-distribution, les sept sociétés pétrolières les plus importantes (BP, Elf, Esso, Fina, Mobil, Shell et Total) ont perdu en France 239 millions de francs (résultat courant économique après impôts) alors qu'en 1993, elles avaient pu dégager un résultat positif de 2,2 milliards de francs (tableau I). Deux raisons à cela : les marges de raffinage se sont effondrées en 1994, retrouvant les très bas niveaux de 1992, et les marges de distribution sont restées les plus basses d'Europe, ce qui a entraîné la poursuite de la diminution du nombre de stations-service, passé de 19 462 en 1993 à 19 013 en 1994 (tableau II). Néanmoins, en 1994, les sociétés ont investi 7,2 milliards de francs.

L'UFIP (Union Française des Industries Pétrolières*) s'attend à un développement des importations à partir des pays limitrophes. La pérennité d'une partie de l'outil de raffinage national serait alors remise en cause. L'UFIP estime à 3 000 le nombre de points de vente condamnés si rien n'est fait (soit une menace sur 8 000 à 10 000 emplois).

L'UFIP a établi, à l'intention des pouvoirs publics, un ensemble de propositions pour éviter la délocalisation des activités, encourager l'investissement et sauvegarder l'emploi sur le territoire national. Elle demande notamment le respect par tous de la loi dans les domaines de la sécurité et de l'environnement, la suppression des distorsions de concurrence, la réforme du droit de la concurrence concernant le refus de vente et la vente à perte, la neutralité fiscale avec harmonisation au niveau européen, la suppression des handicaps spécifiques français et la prise en compte dans toutes les décisions de leurs conséquences sur la sécurité de l'approvisionnement et de l'emploi des près de 120 000 personnes que compte l'ensemble des activités pétrolières.

- UFIP, 4, avenue Hoche, 75008 Paris.
Tél. : (1) 40.53.70.00. Fax : (1) 40.53.70.49.

Tableau I - Résultats raffinage distribution France, en millions de francs pour 7 sociétés (source UFIP, mars 1995).

| (en millions de francs) | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 |
|---|-------|---------|---------|---------|-------|
| Résultat courant comptable* | 6 066 | 1 654 | - 1 439 | 927 | 757 |
| Effet prix sur stock | 3 887 | - 5 316 | - 1 021 | - 1 691 | 561 |
| Résultat courant économique | 2 199 | 6 970 | - 418 | 2 617 | 195 |
| Impôts sur les bénéfices | 260 | 1 354 | 290 | 393 | 434 |
| Résultat courant économique net d'impôts | 1 940 | 5 616 | - 708 | 2 224 | - 239 |
| Tonnage vendu (Mt) | 89,5 | 96,1 | 102 | 102 | 101,9 |
| Résultat courant économique net d'impôt (F/t) | 21,7 | 58,4 | - 6,9 | 21,9 | - 2,3 |

* y compris produits financiers hors filiales exploration-production.

Tableau II - Évolution du réseau en France (nombre de points de ventes) (source UFIP, mars 1995).

| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 |
|------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| UFIP * | 17 300 | 14 800 | 13 965 | 12 675 | 12 012 | 11 593 |
| Autres points de vente | 5 200 | 5 950 | 5 400 | 4 000 | 3 750 | 3 650 |
| Grandes surfaces** | 3 500 | 3 750 | 3 570 | 3 500 | 3 700 | 3 770 |
| | 26 000 | 24 500 | 22 935 | 20 175 | 19 462 | 19 013 |

* Stations-service aux marques des sociétés de l'UFIP.

** Grandes surfaces (non compris celles ayant des pompes aux couleurs des sociétés UFIP).

Tableau III - Investissements de l'industrie pétrolière française (en milliards de francs). (source UFIP, mars 1995).

| | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 |
|--------------------------|-------|--------|-------|-------|-------|
| Recherche, production | 1,486 | 1,707 | 1,531 | 1,152 | 0,971 |
| Raffinage | 2,100 | 3,776 | 2,865 | 2,443 | 2,467 |
| Stockage et distribution | 4,000 | 3,602 | 3,303 | 2,240 | 2,851 |
| Transports | 0,100 | 0,100 | 0,200 | 0,100 | 0,211 |
| Autres investissements | 2,000 | 2,112 | 0,650 | 0,760 | 0,719 |
| Total | 9,686 | 11,297 | 8,549 | 6,695 | 7,219 |

Contribution de l'industrie pétrolière à l'économie française

- 1) Valeur ajoutée du raffinage-distribution
Valeur ajoutée économique en 1993 : 20 300 MF (aux coûts des facteurs)
- 2) Investissements de l'industrie pétrolière en 1993

| | |
|---|-----------|
| Recherche production | 1 152 MF |
| Raffinage | 2 443 MF |
| Stockage et distribution | 2 250 MF |
| Transports | 100 MF |
| Autres investissements | 760 MF |
| Total France | 6 695 MF |
| Opération à l'étranger des sociétés à capitaux français | 36 000 MF |
| Total | 42 695 MF |
- 3) Chiffre d'affaires 1993 raffinage-distribution (7 sociétés)
(y.c. droits et taxe intérieure, hors TVA) 201 670 MF
(hors droits et taxes) 132 960 MF
- 4) Emplois
116 000 personnes
- 5) Contribution du pétrole à la consommation énergétique
89 Mtep/220, 2 Mtep en 1993, soit 40,40 %
- 6) Chiffre d'affaires du secteur parapétrolier (Sources : IFP-CEPM-GEP)
1993 : 44 GF dont 35 GF réalisé à l'étranger
- 7) Recherches scientifique et technique (y.c. IFP)

| | |
|--------------------|----------|
| 1993 : Personnel : | 2 800 |
| Dépenses : | 2 610 MF |